Maroc/UE: négociations pour un accord de libre-échange global

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 22-04-2013 20:32:07

L'Union européenne et le Maroc ont entamé, lundi à Rabat, les négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange approfondi et complet (ALECA).

L'Union européenne et le Maroc ont entamé, lundi à Rabat, les négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange approfondi et complet (ALECA), a annoncé la Commission européenne.

Le Maroc est le premier pays avec lequel l'UE lance des négociations sur un accord de libre-échange global après que le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, aient annoncé officiellement la décision d'entamer les négociations sur cet accord début mars dernier à Rabat.

L'ALECA, qui devra revaloriser l'accord d'association Maroc-UE ayant permis aux deux parties de procéder à des échanges commerciaux exemptes de droits de douane pour certains produits depuis 2000, est de nature à approfondir les relations commerciales existantes dans toute une série de domaines qui ne sont pas encore couverts, tels que les services et les marchés publics.

L'accord devrait également permettre de mieux protéger les investissements et les nouveaux engagements en matière de concurrence et de droits de propriété intellectuelle.

Pour rendre plus efficaces les dispositions de libre-échange existantes, les négociateurs marocains et européens chercheront à simplifier les procédures douanières et à alléger les barrières commerciales liées à la lourdeur de normes industrielles incompatibles ou superflues, ou encore, dues à des exigences en matière de sûreté alimentaire, selon la commission européenne.

Dans une récente interview à la MAP, le Commissaire européen en charge de la Politique de voisinage et de l'élargissement, Stefan Fule a indiqué que le futur accord de libre-échange complet et approfondi entre le Maroc et l'UE va au-delà de la simple notion de libéralisation des échanges commerciaux et de suppression des droits de douane dans la mesure où il privilégiera une intégration économique plus étroite, une réduction des obstacles non tarifaires, une libéralisation du commerce des services et une protection accrue des investissements.

Pour lui, l'ALECA est un accord de nouvelle génération qui couvrira une gamme complète de domaines réglementaires d'intérêt commun et contribuera à un climat des affaires plus stable et un accès plus facile du Maroc au grand marché européen.

L'ALECA aura notamment pour objectif une harmonisation graduelle du cadre législatif et réglementaire marocain avec l'acquis communautaire dans plusieurs domaines liés à l'environnement économique et commercial.

La Commission européenne avait annoncé fin novembre dernier que les négociations entre le Maroc et l'UE sur un accord de libre-échange complet et approfondi seront lancées prochainement, après que +l'exercice de délimitation visant à mesurer la portée et le niveau d'ambition d'une future zone de libre-échange avec le Maroc ait été mené à bonne fin+. La Commission avait indiqué aussi que les conclusions de l'exercice de délimitation ont révélé que le Maroc était prêt à négocier un tel accord, un avis qui a été confirmé le 23 du même mois par le Comité de la politique commerciale, qui est un groupe de haut niveau désigné par le Conseil européen pour assister la Commission dans la négociation d'accords avec des pays tiers ou des organisations internationales.

Le Conseil européen avait autorisé en décembre 2011, l'ouverture de négociations sur un accord de libre-échange approfondi et complet avec le Maroc, l'Egypte, la Jordanie et la Tunisie et adopté des directives de négociation dans ce sens. Il a précisé toutefois que les négociations ne seraient lancées qu'après consultation du Comité de la politique commerciale, sur la base d'un rapport de la Commission européenne.

A travers la mise en place de zones de libre-échange avec les pays partenaires du sud de la méditerranée, l'UE ambitionne de revaloriser les accords de coopération euro-méditerranéens afin d'améliorer l'accès au marché et stimuler les réformes économiques dans ces pays.

MAP